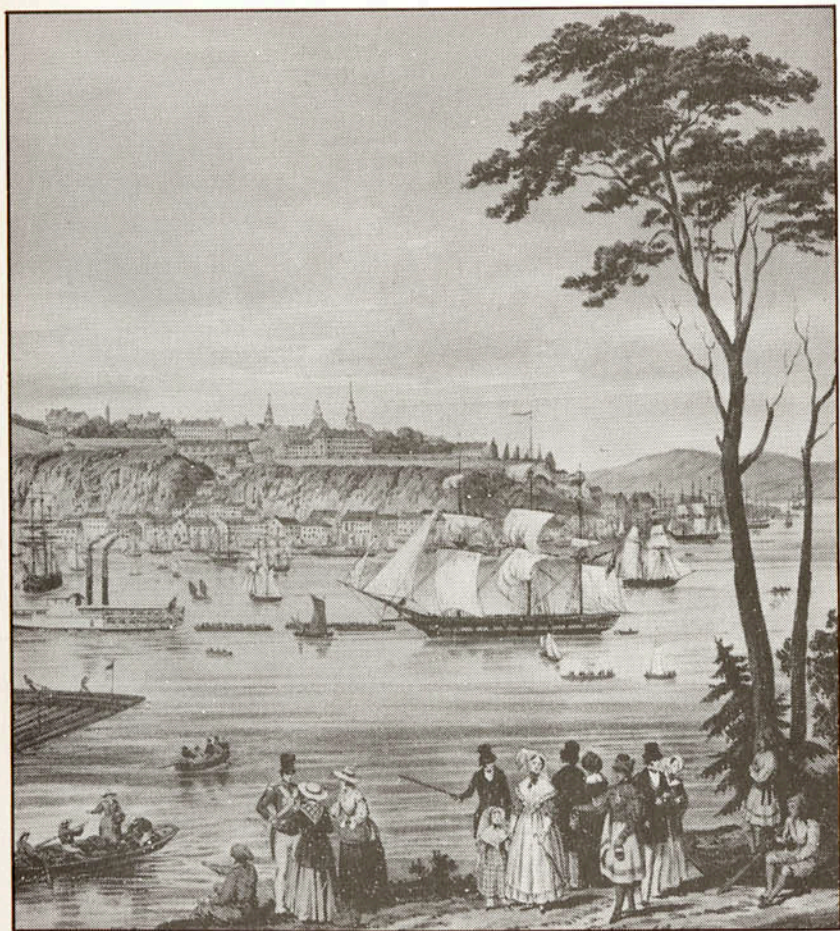


LE BAS-CANADA AU TOURNANT DU 19^e SIÈCLE: RESTRUCTURATION ET MODERNISATION

Gilles Paquet
et
Jean-Pierre Wallot



LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU CANADA

BROCHURE HISTORIQUE No. 45

Rédacteurs de la
collection

Terry Cook
(Archives nationales du Canada)

Gabrielle Blais
(Archives nationales du Canada)

Droits réservés par
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU CANADA
OTTAWA, 1988

Photo couverture: *Vue du Québec au début du 19^e siècle par Benjamin Beaufoy (sans date).*
Avec l'aimable concours des Archives nationales du Canada, C-2643.

LE BAS-CANADA AU TOURNANT DU 19^e SIÈCLE: RESTRUCTURATION ET MODERNISATION

**Gilles Paquet
et
Jean-Pierre Wallot**

ISBN 0-88798-133-X *Brochures historiques*
ISSN 0700-6950 *Brochures historiques*
(imprimé)
ISSN 1715-8613 *Brochures historiques* (En
ligne)

Ottawa, 1988

**LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU CANADA
BROCHURE HISTORIQUE No. 45**

Gilles Paquet est né à Québec en 1936. Spécialiste d'économie politique et d'histoire économique, il a été doyen des Études supérieures et de la recherche à l'Université Carleton et doyen de la Faculté d'Administration à l'Université d'Ottawa. Il a été président de la Société canadienne de science économique, de la Fédération canadienne des sciences sociales et de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS). Il a publié une demi-douzaine d'ouvrages et une centaine d'articles ou chapitres de livres sur des thèmes aussi divers que l'histoire économique du Canada, le management public et l'entrepreneurship. Il participe depuis 1978 à un magazine d'information économique à la chaîne nationale de Radio-Canada en tant qu'interviewer-commentateur. *Fellow* de la Société royale du Canada, il a obtenu en 1982 la médaille Jacques-Rousseau de l'ACFAS qui souligne les contributions polyvalentes et multidisciplinaires.

Jean-Pierre Wallot est né à Salaberry-de-Valleyfield, Québec, en 1935. Diplômé de l'Université de Montréal (B.A., L. ès L., M.A., Ph.D), il a enseigné dans diverses universités (Montréal, Toronto, Concordia, École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris), en plus de travailler au Musée de l'Homme, entre 1966 et 1969. Directeur du Département d'histoire de l'Université de Montréal (1973-1975), puis vice-doyen à la Faculté des arts et des sciences, aux études (1975-1979) et à la recherche (1979-1982), il devient vice-recteur aux études dans la même institution (1982-1985), puis Archiviste national du Canada en 1985. M. Wallot a été président de la Société historique du Canada, de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences et de l'Académie des lettres et des sciences humaines de la Société royale du Canada. Il fait aussi partie de l'Académie canadienne-française et est Officier de l'Ordre des arts et des lettres de la République française. Auteur ou co-auteur d'une dizaine d'ouvrages et d'une centaine d'articles, il s'est mérité plusieurs distinctions dont la Médaille Marie Tremaine, la Médaille Tyrrell et un doctorat honorifique de l'Université de Rennes II (France), ainsi que l'élection à l'American Antiquarian Society.

LE BAS-CANADA AU TOURNANT DU 19^e SIÈCLE: RESTRUCTURATION ET MODERNISATION

1. Introduction

Au tournant du 19^e siècle, une série de transformations majeures secouent le monde atlantique. Le marché y devient peu à peu un mode dominant de coordination économique. Ce sont les débuts de la Révolution industrielle au moment où se déploient d'autres révolutions (Révolution des "Lumières", Révolutions américaine et française, éclosion des aspirations démocratiques et nationales en Occident). Établi en 1791, le Bas-Canada (maintenant le Québec) constitue un fragment colonial de ce système atlantique. Les soubresauts dans cet environnement forcent le Bas-Canada à s'ajuster et déclenchent une mutation: il y a restructuration et modernisation de la socio-économie bas-canadienne entre 1791 et 1812. Amputé graduellement de ses principaux territoires de traite des fourrures au Sud-Ouest à partir de 1783, cet espace économique trouve une vocation nouvelle.

De colonie peu peuplée où le grand commerce des fourrures côtoie sans vraiment la dynamiser une agriculture de subsistance, le Bas-Canada deviendra, vers 1812, une société qui a presque doublé son poids démographique en vingt ans et qui s'est dotée d'une base économique élargie autour de pôles de croissance différents. Le bois prend le relai du commerce des fourrures et devient le secteur moteur de l'économie. Les exportations décuplent en volume et quadruplent en valeur. Durant cette vingtaine d'années apparaissent l'embryon de la "corporation" moderne, des projets de banques et des sociétés d'assurance et d'investissement. Une différenciation sociale accrue s'affirme, de même que des changements majeurs tant dans l'organisation de la production que dans les genres de vie, les moeurs et les patterns de consommation. Cette trame socio-économique altérée commande des institutions politiques plus sophistiquées et des armistices sociaux plus complexes entre des groupes sociaux concurrents qui veulent tous redistribuer les revenus, la richesse et le pouvoir dans leur direction.

L'historiographie traditionnelle décrit plutôt le Bas-Canada comme un fragment colonial passif, programmé culturellement de façon telle qu'il ne pourrait réagir pro-activement aux défis nouveaux. Selon ce scénario, il aurait été entraîné par son conservatisme à sombrer dans une crise agricole dès 1802. Cette "crise" aurait enclenché une politisation de masses paysannes miséreuses par une élite locale de membres des professions libérales et la montée d'un nationalisme canadien-français réactionnaire. Notre hypothèse renvoie cette interprétation des faits et lui substitue une *vision dynamique et entrepreneuriale* du Bas-Canada du tournant du 19^e siècle.

2. Une méso-analyse

Au cours des dernières décennies, l'intérêt des historiens s'est déplacé: on a cessé de construire des grandes fresques macroscopiques — trop vagues — ou des études de cas au microscope — trop pointues — pour s'intéresser davantage à l'analyse de *réalités intermédiaires* dans la socio-économie: groupes, régions, secteurs, sections, etc. Cette histoire des "*middle range phenomena*", cette méso-histoire, propose des *unités d'analyse* et un *explicandum* différents.

Dans cette approche, la socio-économie se définit comme un "processus institué", c'est-à-dire un vaste *jeu* avec ses acteurs, ses règles, son rythme, ses frontières. La nature et les règles du jeu global sont assez stables pour être identifiées et ne changent vraiment dramatiquement et subitement que quand survient une grande discontinuité: la socio-économie s'institue alors différemment, les règles du jeu se transforment. Un exemple en serait le passage du féodalisme au capitalisme.

Pour analyser la trame et la dynamique de ce grand jeu, on le décompose en un certain nombre de *sous-jeux* séparables, chacun avec ses règles et sa dynamique propres, ses acteurs, son rythme, sa trame organisationnelle. Ainsi, notre étude du Bas-Canada se fonde sur un découpage en six *sous-jeux* ou *sous-procès* fondamentaux: la démographie, les phénomènes de production et d'échange, le système financier, l'écologie des groupes sociaux, l'État, et enfin la répartition des revenus et de la richesse. Chacun de ces sous-procès peut s'analyser d'une manière semi-indépendante et prendre une mesure partielle de la dynamique du grand jeu.

L'image de la socio-économie bas-canadienne concrète peut alors être recomposée à partir de la combinaison des sous-procès. Il s'agit d'une reconstruction qui n'est pas sans analogie avec la combinaison de partitions de divers instruments dans une pièce musicale complexe ou avec la reconstitution de la dynamique du corps humain à partir d'une compréhension simultanée des sous-systèmes sanguin, nerveux, musculaire, osseux, etc. L'imbrication des sous-procès permet à la fois de cerner la spécificité et la dynamique de la socio-économie bas-canadienne et de révéler ainsi certaines caractéristiques *sui generis* du grand jeu, puisque le tout est plus que la somme des parties. L'*explicandum* échappe donc à la domination automatique ou dogmatique de l'un ou l'autre des sous-procès: selon le moment, c'est l'un ou l'autre des sous-procès ou des formes d'inter-création ou de synergie entre eux qui vont conformer l'évolution de la trame socio-historique du Bas-Canada.

Notre proposition fondamentale, c'est qu'il y a eu une grande discontinuité dans le jeu socio-économique bas-canadien au tournant du 19^e siècle.

2.1 Démographie

En 1790, la population du Bas-Canada oscille autour de 165 000 habitants, en 1815, autour des 300 000. Les taux de natalité sont relativement élevés (au delà de 50 par 1 000) et les taux de mortalité, relativement bas (25 par 1 000) par rapport à l'Ancien monde. La population double à peu près tous les vingt-cinq ans avant le grand afflux d'immigrants après 1815. Dans l'ensemble, cette population demeure largement francophone, même si le gros des colons dans les Cantons de l'est (circa 15 000 en 1805), 40% de la population de la ville de Québec et près du tiers de celle de Montréal sont britanniques.

A partir de 1805, la croissance urbaine (plus de 6% par an) et la multiplication des villages drainent une main-d'oeuvre importante en provenance du secteur agricole et créent des blocs considérables de villageois et d'urbains qui doivent acheter leur nourriture. A cette masse de consommateurs s'additionne un nombre croissant de soldats et de marins. D'où l'apparition de réglementations diverses dans les villes; d'où aussi la montée d'un marché capitaliste de la main-d'oeuvre: les anciens rapports "personnels" de travail sont remis en question par une économie en expansion qui stimule une demande importante de travailleurs; des rapports employeurs-employés plus impersonnels se généralisent et rentabilisent jusqu'aux bris de contrat par les apprentis pour qui le marché libre représente la possibilité de hausser substantiellement leur niveau de vie.

On décèle enfin un certain retour vers le Bas-Canada d'émigrés partis à la fin du 18^e siècle vers les États-Unis. Ce rapatriement, même modeste, reflète la prospérité nouvelle. S'y ajoute l'immigration d'entrepreneurs états-uniens qui viennent profiter de l'essor économique et, ce faisant, contribuent à une réorientation de l'entrepreneurship établi.

2.2 Production et échange

Tout au long du 18^e siècle, l'espace économique québécois/bas-canadien vit à deux vitesses. D'une part, le *commerce des fourrures* pousse ses tentacules de plus en plus profondément au sud-ouest et au nord-ouest. Ce commerce occupe peut-être 2 000 personnes à la fin du siècle; mais il produit des effets asymétriques importants en aval (préparation des peaux) et en amont (infrastructures de défense et de transport) sur le développement économique de la colonie. D'autre part, *l'agriculture* occupe la masse des habitants: c'est une économie plus ou moins de subsistance, mais dont une partie des activités est coordonnée par un marché balbutiant qui n'offre pas encore de débouchés importants et stables.

Au tournant du 19^e siècle, les deux versants de cette économie duale commencent à s'organiser selon des principes convergents, grâce à la pénétration de plus en plus rapide du marché dans toute l'économie. Les

structures duales se décomposent lentement, l'intégration économique s'accomplit, la production se rationalise, des rapports marchands entre employeurs et employés s'affirment, des entreprises plus complexes et de plus grande taille s'implantent, des formes nouvelles de contrats affinent la coordination économique - par exemple, les contrats de vente de blé à terme par les habitants dès les années 1790 -, les marchés se coordonnent à l'échelle de la colonie.

A proportion que les signaux du marché imposent leur dominium, la production et l'échange dans le Bas-Canada commencent à être régis par les aléas de l'offre et de la demande. La chute relative puis absolue de la demande de fourrures à compter de 1800, les poussées sporadiques de la demande de céréales sur le marché atlantique, la montée de la demande locale pour les denrées agricoles, puis surtout l'explosion dans la demande de bois de la part de la métropole à partir de 1807 forceront les acteurs économiques bas-canadiens à s'ajuster rapidement et à définir des stratégies d'adaptation.

Les exportations via le port de Québec qui oscillaient autour de 17 000 tonnes par année entre 1793 et 1800 se hissent à 120 000 tonnes en 1810. En valeur, elles bondissent de £300 000 en 1790 à plus de £1 200 000 en 1810. Québec est relié à plus de cinq cents ports à travers le monde. En quelques années, l'économie bas-canadienne, fondée sur le commerce des fourrures, se transforme en une économie structurée autour d'un nouveau pôle de croissance, le bois. Ce pôle de croissance produit des effets dynamisants (en aval et en amont) plus puissants que ceux du commerce des fourrures: construction navale, construction de bâtiments et de fortifications, scieries, fabriques de tonneaux et de cerceaux, en aval, et, en amont, développement de chantiers à travers la colonie, avec des retombées sur l'économie locale et la demande de main-d'oeuvre. Ce sont aussi l'essaimage régional de petits entrepreneurs et la réorientation de la production tant artisanale, proto-manufacturière qu'agricole pour répondre aux besoins nouveaux.

Cette croissance économique exogène engendre la prospérité. C'est le passage assez rapide de la société du nécessaire et de la subsistance à la société de la consommation et du superflu. Les niveaux de vie s'accroissent tant dans les villes que dans les campagnes. Ce mieux-être transparaît dans les mesures des hausses de revenus réels, c'est-à-dire du niveau de vie, pour les habitants des campagnes (plus du tiers) comme pour les artisans et les manoeuvres dans les villes (du tiers à plus de 100%). On observe le même enrichissement dans les intérieurs domestiques pour tous les groupes sociaux quand on dépouille les inventaires après décès: un éventail de plus en plus grand avec le temps de biens de luxe et une augmentation du niveau de richesse matérielle en termes réels.

Cette bouffée de prospérité suscite elle-même l'apparition de nombreuses entreprises pour répondre aux besoins nouveaux: fabrication de chandelles, chapeaux, souliers, vêtements, etc. C'est la multiplication des artisans dans les villes à proportion que le marché interne se développe. Même les habitants restructurent leur production en fonction des aléas de la demande: certains producteurs déjà donnent moins d'importance au blé, dont la vente et le prix dépendent de marchés externe et interne capricieux; ils produisent plus de foin, d'avoine et de pois, en plus de louer leurs animaux de trait et leur propre force de travail pour certains ouvrages publics ou le chargement des navires.

Cette mutation révèle la capacité extraordinaire de l'économie bas-canadienne à se transformer en quelques années. Non seulement des arrangements nouveaux se cristallisent-ils, mais des stratégies se font jour: les habitants développent une stratégie foncière, investissent aussi dans le capital humain (les enfants). Bien plus, ils évitent le morcellement catastrophique des patrimoines, prédit à tort par l'historiographie traditionnelle, et en assurent la transmission par toute une série d'opérations (donations, ventes fictives, avances d'hoirie, etc.). On voit aussi émerger les instruments fondamentaux de l'entreprise moderne: formes nouvelles de mutualité et de responsabilité limitée correspondant aux risques nouveaux, taille plus grande des firmes et spécialisation. Bref, en vingt ans, les cadres de la production et de l'échange dans le Bas-Canada se sont modifiés dramatiquement.

2.3 Finance

Le sous-jeu financier passe lui aussi par une évolution importante entre 1760 et 1815. En matière monétaire, la colonie est soumise aux influences de l'environnement atlantique où prédomine le bi-métallisme (monnaies basées sur l'or et l'argent). Le dollar espagnol (en argent) sert d'étalon pour comparer les diverses monnaies qui circulent. Les comptabilités, elles, se tiennent dans toutes sortes de monnaies de compte: les anciennes unités monétaires — la "livre française du pays", la livre française tournois —, la livre anglaise cours local dit d'Halifax, la livre anglaise cours sterling. Des lois adoptées de concert par les membres britanniques et canadiens-français de l'Assemblée alignent les taux d'équivalence entre monnaies réelles, mais aussi entre monnaies de compte.

La colonie se passe d'institutions financières formelles dans le dernier tiers du 18^e siècle tant à cause de l'injection importante de numéraire par le gouvernement britannique (de 100 000 à 200 000 dollars espagnols par année en espèces et plus de 100 000 livres anglaises sous forme de lettres de change sur le trésor britannique) que de la montée lente du crédit privé sous diverses formes. Mais à proportion que le niveau d'activité économique croît, la rareté du numéraire, toujours menaçante à cause du déficit chronique du

commerce extérieur bas-canadien, devient plus sérieuse. On commence à parler de projets de banques dans les années 1790.

Dans la première décennie du 19^e siècle, la demande d'espèces augmente suite à l'expansion considérable du niveau d'activité économique. Il se produit en même temps une rareté mondiale des métaux précieux à cause des guerres révolutionnaires dans les pays producteurs. Cette conjoncture fait renaître les projets de banque (1807-1808) et pousse l'État militaire, directement intéressé à la stabilité monétaire à cause de ses fortes dépenses, à intervenir pour assurer dans la colonie un stock suffisant d'espèces tant pour ses affaires que pour les activités économiques locales. Cette intervention suffira pendant un temps à maintenir un système financier viable par une manipulation judicieuse de l'émission des lettres de change, l'importation d'espèces supplémentaires des États-Unis et une politique d'avances aux fournisseurs de l'État. L'objectif de ces interventions stratégiques est fondamentalement de stabiliser les taux de change entre papiers financiers et espèces sonnantes.

Après 1809-1810, la situation devient plus critique. La rareté de numéraire est telle que le taux d'escompte dans la liquidation des lettres de change grimpe jusqu'aux environs de 30%. L'État crée une monnaie de papier en 1812 pour défrayer les coûts engendrés par la guerre et pour maintenir le commerce local. Les "billets de l'armée", garantis par l'État, préparent la voie à l'institution de la première banque privée dans le Bas-Canada en 1817-1818. C'est le moment où, avec la fin du régime monétaire public mis en place pour la durée de la guerre seulement, la banque privée devient une institution possible car elle est rentable. Le sous-jeu financier s'est donc ajusté vite et bien aux besoins d'une structure de production et d'échange qui a évolué rapidement.

2.4 Écologie des groupes sociaux

Parallèlement, la trame sociale se transforme aussi très vite suite à l'irruption du marché qui bouscule le jeu social: aux anciens rapports sociaux paternalistes se substituent peu à peu des rapports marchands. De sorte que l'organisation sociale, assez hiérarchisée encore à la fin du 18^e siècle, se mue en société davantage construite sur des liaisons et des transactions marchandes, plus horizontales en principe, dans la première moitié du 19^e siècle. Les groupes sociaux demeurent et persiste une hiérarchie entre eux; mais ils changent à la fois dans leur composition et dans leurs rapports.

Dans le dernier tiers du 18^e siècle, le haut de la structure sociale est constitué d'une gentilité bureaucratique et militaire essentiellement britannique (hauts fonctionnaires et officiers militaires supérieurs) qui tire revenus et pouvoir de ses liens avec Londres. A ce groupe s'associent un certain nombre de seigneurs canadiens qui partagent les valeurs

aristocratiques des premiers et espèrent par cette alliance servir leurs intérêts propres (places, honneurs, pouvoir, privilèges). Effectivement, ils décrochent plus de la moitié des places et pensions allant à des Canadiens français.

À un second palier monte rapidement une bourgeoisie à deux volets: une grande bourgeoisie d'affaires essentiellement britannique qui, tout en vivant du grand commerce et des faveurs métropolitaines, aspire à accroître son pouvoir régulateur dans la colonie et à contrôler la Chambre d'assemblée; *et* une petite bourgeoisie canadienne-française (membres des professions libérales, marchands de petite et moyenne importance des villes et villages, gros artisans, habitants mieux nantis) qui n'a que peu d'accès au commerce international et au patronage de l'État, mais qui a développé une conscience nationale aiguë et entend utiliser l'Assemblée comme instrument d'affirmation sociale et nationale.

Enfin, plus bas dans l'échelle sociale, on trouve les classes populaires: artisans, apprentis, manoeuvres, clerks des villes, qui travaillent à la journée, au mois ou à la pièce, petits habitants, artisans ruraux, travailleurs agricoles agglutinés autour d'un nombre croissant de villages, dont le mode de vie avec le temps devient de plus en plus réglé par le marché.

En marge se débat un groupe social éclaté et caméléon: le clergé. Ce dernier défend son autonomie, son existence légale et ses biens contre l'État, fait alliance avec la gentilité ou la bourgeoisie selon les moments et soigne ses liens avec le peuple dont il prétend interpréter les vœux auprès des instances supérieures.

La Constitution de 1791 déclenche un réalignement social important: la petite bourgeoisie canadienne-française brise son alliance tactique avec la grande bourgeoisie britannique et cherche l'appui des classes populaires, maintenant la source du pouvoir à l'Assemblée élue. D'autre part, la grande bourgeoisie britannique doit se rendre compte que sa seule possibilité d'affirmer sa suprématie est de s'allier à la gentilité qui, comme elle, craint les pouvoirs démocratiques dévolus à une Assemblée élue par la population très majoritairement canadienne-française. Rappelons que le cens d'éligibilité est tel qu'on se rapproche du suffrage universel des ménages. La petite bourgeoisie s'appuie sur le pouvoir que lui confère le contrôle de l'Assemblée, pouvoir lui-même lié à son ascendant de plus en plus ferme sur les classes populaires - la masse des électeurs. La grande bourgeoisie utilise les deux Conseils nommés par Londres, le Conseil exécutif et le Conseil législatif, formés surtout de représentants des hautes classes et de Britanniques, qui sont chargés de protéger les intérêts métropolitains et de conseiller le gouverneur lequel est armé au surplus d'un droit de veto.

Tout armistice institutionnel entre ces anciens et nouveaux groupes sociaux, en pleine effervescence au moment où s'instaurent le parlementarisme colonial et une économie de marché, doit composer avec une série de contraintes sévères qui restreignent radicalement l'éventail des possibles: renforcement de la souveraineté locale face à la souveraineté traditionnelle de la métropole par suite de l'octroi d'une Assemblée électorale à saveur démocratique; refoulement des intérêts des tenants de la souveraineté métropolitaine, du grand commerce et de la grande propriété foncière dans des Conseils aristocratiques qui peuvent bloquer les mesures de l'Assemblée, mais qui dépendent d'elle également pour la passation de lois et le vote de crédits publics; opposition de deux notions de peuple, l'une plus démocratique (la masse de la population), l'autre à l'anglaise (aristocrates, grands propriétaires fonciers, riches négociants); montée de nouveaux groupes sociaux et réalignement de leur poids respectif suite à l'apparition de nouveaux commerces; contraintes et avatars du marché atlantique. D'où l'émergence et la cristallisation de deux blocs socio-ethniques encadrés dans des réseaux de communication souvent assez étanches: l'une et l'autre coalitions tentent de contrôler l'État par le biais de l'Assemblée ou des Conseils et élaborent des stratégies de développement économique contrastées, antagonistes, pour lesquelles chacune a pourtant besoin de l'appui de tout l'appareil étatique et non seulement de l'organe législatif qu'elle contrôle.

2.5 État

D'où le rôle central de l'État, à la fois comme révélateur, comme outil et comme point de rencontre de ces diverses forces opposées. L'appareil gouvernemental bas-canadien s'incarne dans un réseau complexe d'institutions. À côté du gouvernement civil (gouverneur, Conseil exécutif, Conseil législatif, Assemblée électorale), le gouvernement militaire s'impose comme un pouvoir parallèle redoutable. Le premier ne dépense que £25 000 par année en moyenne dans les années 1790, le double vers 1810. Le gouvernement militaire débourse annuellement £120 000 en début de période et environ £300 000 en 1812. Les débats autour du contrôle des "subsides" (dépenses du gouvernement civil), si vifs soient-ils, ne se concentrent pas sur le secteur le plus important des finances publiques. Le poids financier du gouvernement militaire est fondamental: le gouverneur, malgré les ennuis que peut lui causer l'Assemblée, peut toujours recourir aux dépenses militaires pour des fins même civiles.

La Constitution de 1791 attribue une arme de combat fort efficace à la petite bourgeoisie et à la masse canadiennes-françaises: l'avant-garde politique de cette coalition se regroupe au sein du "parti canadien", en lutte contre le "parti breton" ou "britannique" regroupant l'entourage du gouverneur, les marchands britanniques et quelques seigneurs canadiens.

Les alliances ethniques, sociales et économiques coïncident largement pour créer des blocs compacts et militants: des stratégies de développement (économique, politique, social, national) radicalement différentes les opposent de sorte que les compromis paraissent de plus en plus improbables. Malgré les conflits très vifs entre les deux partis dans les années 1790 (autour de la langue, des lois, du choix de l'orateur, de l'abolition du Régime seigneurial, etc.), sous les gouverneurs Dorchester (1791-1796) et Prescott (1796-1799), les parlementaires votent encore bon nombre de mesures essentielles au bien général de la colonie (travaux publics, règlements municipaux, aide sociale, mesures financières, etc.). À compter de 1799, toutefois, la température monte quand le lieutenant-gouverneur Milnes (1799-1805) ébauche une politique habile et systématique d'assimilation des Canadiens, de soumission à l'État de l'Église catholique et de renforcement des positions de l'aristocratie.

La querelle des prisons, en 1805, démontre cependant l'ascendant du parti canadien sur l'Assemblée: celle-ci refuse de taxer les terres et hausse les droits sur les importations pour la construction de prisons. Après l'administration hésitante de Thomas Dunn (1805-1807), le gouverneur Sir James Craig (1807-1811) s'allie aux hauts fonctionnaires et aux marchands britanniques pour poursuivre un programme d'assimilation radicale et de modification des institutions en vue de contrer la menace démocratique et nationale qu'ils perçoivent. Les conflits s'enflamment et le gouverneur intervient brutalement, en 1810, en supprimant le journal *Le Canadien* et en jetant en prison ses principaux rédacteurs. Le programme de Craig et des marchands britanniques est clair: union des Canadas ou suppression de l'Assemblée, assimilation, soumission de l'Église à la suprématie du roi, abolition des lois civiles françaises. Ces propositions, évidemment inacceptables au parti canadien, laissent entrevoir ce que sera le prochain quart de siècle: une longue série de débats entre ces deux blocs jusqu'à ce que le gouvernement anglais tranche par la force.

Ce qui déclenche l'affrontement de 1810, c'est la prétention du parti canadien à l'Assemblée, (1) de contrôler les subsides, (2) de fournir les principaux conseillers du gouverneur (réclamation d'un ministère responsable), (3) d'assurer une forte prépondérance canadienne-française à l'Assemblée par des mesures d'exclusion (par exemple, les juges) et (4) de mettre de l'avant des principes tel l'indépendance de la Chambre vis-à-vis les Conseils et le gouverneur et même la suprématie de la Chambre élue.

Les revenus dépassent les dépenses publiques vers 1808-1810, ce qui suscite une demande de contrôle accru de la part de l'Assemblée sur les crédits qu'elle consent à l'Exécutif. Ces débats autour des finances publiques résonnent comme l'écho des conflits socio-ethniques sous-jacents entre le

parti britannique et le parti canadien et, indirectement, les deux communautés qu'ils prétendent représenter. Ce sont toutefois les deux mêmes stratégies globales qui s'affrontent: la Chambre veut, affirme le gouverneur Craig en 1810, arracher "un ascendant complet sur le pays" en contrôlant les moyens de définir les politiques gouvernementales au moyen du vote des subsides. D'où le refus du parti britannique de souscrire à tout projet pouvant accroître le pouvoir de l'Assemblée et ses efforts de manipulation des Conseils. On comprend alors l'enjeu des débats autour de la "liste civile", c'est-à-dire les salaires et pensions payés par le gouvernement civil. L'Assemblée refusera de voter les crédits nécessaires à moins que le gouverneur ne lui consente un droit de regard et de décision sur chaque dépense. L'Exécutif devra donc se rabattre sur les revenus permanents de la Couronne (location de ses biens, divers droits seigneuriaux, statuts impériaux et certaines lois provinciales remettant des sommes fixes inconditionnellement à l'Exécutif pour le soutien du gouvernement civil) et sur la caisse militaire pour survivre au moment où l'économie progresse à un rythme foudroyant et où cette croissance réclame des mesures d'appui de la part de l'État.

La querelle autour des subsides n'est pas seulement une question de principe. L'Exécutif pratique un favoritisme systématique en faveur des Britanniques dans l'allocation des contrats, des emplois et des pensions. Les Canadiens constituent 90% de la population, mais ils ne touchent que de 20 à 25% de la somme globale des salaires, à peine un sixième des pensions, moins de 1% des contrats. D'où l'aigreur des débats. Il s'agit d'un débat autour de la répartition du pouvoir, pour le contrôle de l'État, entre deux groupes en partie hétérogènes et décidés à poursuivre coûte que coûte leurs stratégies divergentes.

Or, ces stratégies ne sont pas que politiques, nationales, culturelles, etc. La paralysie de l'État, à cause de ces divisions, coûtera cher au Bas-Canada qui dérive économiquement sans direction claire pendant plus d'une génération. Les stratégies qui émergeront à la fin des années 1830 se posent déjà clairement, du moins en puissance, vers 1810-1812: *d'une part*, une stratégie économique de développement continental voulue par le parti britannique et l'Exécutif — l'union des deux Canadas, l'hégémonie des grandes banques britanniques, bientôt la construction de canaux vers les Grands Lacs pour drainer tout le commerce de l'Ouest vers le Saint-Laurent; *d'autre part*, une stratégie économique voulue par le parti canadien de développement régional, l'idée d'un capitalisme à la mesure et selon les intérêts du Bas-Canada — un développement à l'américaine à partir de banques locales, d'une tenure qui tient compte des moyens financiers limités des Canadiens, une canalisation qui relierait Montréal à New York.

Le schéma ci-dessous illustre l'acuité et la diversité des conflits, sans prétendre les énumérer tous. Sur le plan constitutionnel se développe un conflit, commun à toutes les colonies, entre la souveraineté impériale traditionnelle, incarnée dans les Conseils législatif et exécutif, et l'embryon de souveraineté locale logé dans l'Assemblée électorale, à saveur démocratique à cause du droit de vote largement répandu. Ces oppositions se doublent d'affrontements sociaux: le "Peuple" de l'aristocratie bureaucratique et des riches marchands - le "Peuple" à l'anglaise -, dont le pouvoir se fonde sur les instruments d'affirmation de la souveraineté métropolitaine (les Conseils) se trouve confronté au "vrai peuple" dont les chefs dominent l'Assemblée, l'organe d'affirmation de la souveraineté locale. Il arrive que ce "Peuple" aristocratique et tourné vers la métropole soit surtout britannique, alors que le "peuple" auquel il se heurte comprend essentiellement des Canadiens français. Et ces deux blocs conçoivent et défendent, comme on l'a vu, des programmes économiques qui traduisent des intérêts fortement divergents.

Niveaux de conflits

Fondements des discords

1. Constitutionnel	souveraineté métropolitaine Conseils	vs vs	souveraineté locale Chambre d'assemblée
2. Social	pacte aristocratique	vs	peuple
3. Ethnique	Britanniques	vs	Canadiens
4. Économique	commerce continental et grande propriété	vs	agriculture et développement régional

On comprend alors la vivacité des conflits, leur pérennité et l'absence de compromis viable. On a pu dire que le retard pris par l'économie bascanadienne par rapport aux concurrents américains est attribuable en partie au fait que durant une trentaine d'années, l'action de l'État ne s'est pas fait sentir pour choisir et appuyer systématiquement une stratégie économique gagnante.

2.6 Répartition des revenus et de la richesse

Si l'on peut observer un accroissement significatif des revenus et de la richesse à peu près partout, cet accroissement est inégal selon les groupes sociaux et les régions, voire à l'intérieur même de chacun et chacune. C'est qu'une nouvelle différenciation sociale est en train de s'affirmer.

Les marchands semblent s'en tirer le mieux, ainsi que les habitants, alors que les membres des professions libérales vivent dans un luxe certain et que les hommes de métier font moins bien. Les manoeuvres, pour leur part,

voient les premiers leurs salaires décoller suite à la prospérité nouvelle: partant de très loin, ils sont les grands gagnants au niveau des indices de croissance. Toute proportion gardée, les habitants de Québec partent de loin aussi et s'enrichissent un peu plus rapidement que ceux de Montréal.

Les moyennes camouflent cependant des réalités essentielles même à l'intérieur d'une région et d'un groupe social. L'éventail des revenus et des richesses se distend: pour la fin des années 1800, sur la rive nord de Montréal, la différence entre un habitant riche et un moins nanti couvre une fourchette de dix à un. Ces écarts de revenus et de richesses ressortent des inventaires après décès. Tant dans les instruments de production que dans le luxe des intérieurs, on note à la fois une hausse générale des niveaux de vie et une différenciation sociale croissante dans chaque région et chaque groupe social. Stratégies matrimoniales et stratagèmes de transmission des patrimoines évitent les morcellements que nécessiterait une application servile des lois qui consacrent l'égalité des héritiers. La reproduction sociale s'accomplit: les riches dotent tous leurs enfants qui partent bien nantis; les pauvres engendrent des pauvres.

Les privilèges et l'accès aux grands réseaux impériaux décernent au groupe britannique assez restreint une portion plus que proportionnelle de la richesse proto-industrielle et commerciale. D'autre part, le groupe canadien possède le gros du capital foncier dans l'aire seigneuriale. L'État pratique une discrimination radicale en faveur des Britanniques dans l'allocation des salaires, des pensions et des contrats. Mais les tensions sociales engendrées par ce favoritisme forceront le gouverneur Prevost, qui a besoin de l'appui des Canadiens français pour combattre les Américains, à réduire le coefficient de discrimination juste avant la guerre de 1812.

* * *

La superposition et la combinaison de ces six sous-jeux composent une image de la socio-économie concrète du Bas-Canada. Cette image reflète une petite colonie où se produisent une croissance démographique et une différenciation socio-économico-politique accrue au cours de ces vingt ans au tournant du siècle. Une nouvelle matrice économique plus large et une Constitution "démocratique" obtenue sans coup férir permettent aux Canadiens de se donner accès à une promotion économique et sociale indéniable, mais contrainte par la fermeture de certains possibles. Une sorte de division ethnique du travail s'accroît: d'où la perpétuation et le durcissement d'un certain parallélisme d'institutions tant dans les finances que dans la tenure, dans le choix des institutions politiques et des stratégies de développement économique, dans les formes et les structures de production aussi.

L'équilibre conflictuel auquel on aboutit dans les années 1820 est un équilibre dynamique, fait de tensions au niveau de chacun des sous-jeux. Le grand jeu bas-canadien paraît calme et morne parce qu'on a caricaturé ce pat sous la forme d'un combat de mentalités dont l'une serait moderne et l'autre, d'Ancien Régime. En fait, deux projets de société sont en train de se disputer des probabilités de réalisation; deux formes d'entreprenariat social se concurrencent; deux logiques socio-économico-politiques s'affrontent.

Ce n'est qu'en 1837-1840 que le pat sera brisé et que le grand déblocage s'ensuivra. Mais le projet de société qui aura perdu la bataille, quand Londres tranchera, n'était pas nécessairement moins rationnel, logique ou économiquement rentable parce que la force politique impériale ne l'a pas retenu.

3. Quelques mythes

Trois mythes ressortent fortement de l'historiographie traditionnelle sur la période: d'abord, celui d'une "crise agricole" qui résulterait du conservatisme des Canadiens français et de leur "irrationalité"; ensuite, celui d'un nationalisme canadien-français apparaissant comme un leurre perpétré par des classes moyennes réactionnaires pour mobiliser les classes populaires dans la défense de leurs propres privilèges dits d'Ancien Régime; enfin, les rébellions de 1837-1838 qui seraient l'effet d'une combinaison malsaine des deux premiers éléments. Nous suggérons qu'il faut réinterpréter ces trois phénomènes à l'aide d'une grille entrepreneuriale.

3.1 La crise agricole

L'hypothèse d'une "crise agricole" au tournant du 19^e siècle repose sur deux postulats: le conservatisme des habitants, peu enclins à innover et embourbés dans des traditions routinières, et une demande extérieure stable et forte pour les produits agricoles bas-canadiens. Deux mécanismes joueraient supposément: le conservatisme des habitants se traduirait d'abord dans un surpeuplement des terres et leur présumé morcellement, ensuite par l'utilisation de mauvaises techniques agricoles. De là l'incapacité d'exploiter à bon escient les occasions de profit par suite des rendements pauvres.

Depuis quinze ans, beaucoup de travaux ont renvoyé ces avancés: les postulats ont été jugés irrecevables et les mécanismes, inopérants. Ce qui plus est, l'importance de l'augmentation des niveaux de vie des habitants au cours de cette période permet de montrer que dans ses prévisions aussi l'hypothèse d'une "crise agricole" n'est pas supportée par les faits. Le chromo qu'on a barbouillé de l'habitant a mal servi le débat. Il a pu sembler, par moment, qu'on faisait flèche de tout bois dans ces efforts pour défigurer l'habitant.

On peut prendre pour exemple le comportement démographique de l'habitant, cité à plusieurs reprises comme l'exemple patent de son

irrationalité: supposément, l'habitant aurait eu trop d'enfants, ce qui aurait conduit à un morcellement accéléré de son patrimoine, compte tenu de la Coutume de Paris, et expliquerait donc pourquoi il ne pouvait être productif et s'enrichir. Les données recueillies dans les inventaires après décès montrent au contraire une corrélation positive entre le nombre d'enfants et la richesse d'un ménage d'habitants. La raison en est simple: l'enfant en période préindustrielle est un actif sur la ferme, une force de travail à bon marché, une source de richesse plutôt qu'un fardeau. De plus, depuis une quinzaine d'années, nombre d'auteurs ont démontré que grâce à des stratégies matrimoniales et des pratiques de transmission des patrimoines fort astucieuses, il n'y a pas eu en fait de morcellement généralisé des patrimoines dans le Bas-Canada.

On peut fermer le dossier sur cette prétendue "crise agricole" à partir de 1802 qui aurait été engendrée par le conservatisme des habitants. On assiste plutôt à une restructuration rentable de la production agricole par des habitants qui s'avèrent être des agents économiques astucieux capables de faire face habilement à des marchés incertains et à des coûts d'organisation changeants.

3.2 Le nationalisme canadien-français

Si la "crise agricole" n'éclate pas en 1802 et donc ne peut affamer les masses rurales, il est difficile de croire que le nationalisme canadien-français résulte d'une stratégie de la classe moyenne pour mobiliser les classes populaires en crise et les appeler à la défense de leurs intérêts d'Ancien Régime. Mais alors comment l'expliquer? Simplement comme l'idéologie qui enregistre la discrimination contre le groupe canadien-français et qui sous-tend un projet de société alternatif.

On a montré avec quelle astuce les représentants des Canadiens français ont joué le jeu parlementaire à la Chambre d'assemblée, comment ils étaient bien informés des stratégies parallèles utilisées dans les Chambres d'assemblée des autres colonies ainsi que des idées nouvelles en Europe et aux États-Unis, comment existait enfin un projet alternatif de développement économique et social articulé par les patriotes. L'idéologie nationaliste va soutenir ce projet en l'énergisant.

L'idéologie est le soubassement d'une communauté, une vision du monde qui contraint les choix individuels mais aide à la survie de l'organisation. L'idéologie est pour les êtres humains ce qu'est l'instinct pour l'animal. En ce sens, le nationalisme en tant qu'idéologie fournit aux Canadiens français un langage de définition de problèmes permettant de simplifier les rapports entre individus d'un groupe et d'organiser les valeurs qui sous-tendent leur projet de société. Il vise à "théoriser" la structure des droits de propriété en place et les termes d'échange entre groupes, pour les légitimer ou les

dénoncer. Mais il vise aussi à mobiliser les loyautés et à éliminer la resquille en donnant au groupe ni plus ni moins qu'un sextant, un code d'éthique, des règles implicites de comportement acceptable.

Le projet de société des Canadiens français a été déformé et dénoncé par l'historiographie. On n'y a pas décelé le résultat d'un entrepreneurship en changement social proposant une direction différente et une stratégie socio-économique de rechange en remplacement de celle défendue par le groupe britannique. On l'a qualifié de solution de repli sur les valeurs d'Ancien Régime. C'est faire peu de cas des formes précises que revêt ce projet alternatif: banques locales, canalisation vers New York, défense du régime seigneurial comme moyen d'économiser le capital rare, etc.

On n'a pas bien compris non plus l'importance du nationalisme en tant qu'idéologie visant à redistribuer la richesse vers les nationaux: il tend à protéger la communauté, à la mobiliser dans le sens d'un projet rentable pour le groupe. C'est un effort d'entrepreneuriat, un investissement dans la légitimisation des actions qui vont mener à la réalisation de ce projet. Ce nationalisme canadien-français est présent déjà dans le dernier tiers du 18^e siècle. Il ne sera pas exacerbé dans les premiers moments du 19^e siècle par la misère engendrée par une crise agricole inexistante, mais plutôt par un mélange de discords profonds dans la socio-économie bas-canadienne et d'intransigeance des élites au pouvoir.

3.3 Les rébellions

De même qu'une crise agricole inexistante n'a pu engendrer un nationalisme défensif entre 1802 et 1810, de même ce nationalisme défensif n'est ni nécessaire ni utile pour expliquer les rébellions larvaires des années 1800 ou celles plus caractérisées des années 1830.

L'entrepreneuriat d'un groupe social, c'est-à-dire sa capacité à prendre des risques et à mobiliser toutes ses énergies dans la direction du changement, est souvent stimulé par la déqualification du groupe par rapport au groupe de référence qui définit le niveau d'aspiration considéré comme légitime. En fait, les bouffées de rébellion bas-canadienne correspondent par leur volume, leur intensité, leurs cibles et leurs formes à des moments de déqualification des Canadiens français - moments où sont mis en question ou niés leurs droits (réels ou perçus tels) à une part congrue aux places mais aussi plus largement à la gestion de leur socio-économie.

Tant dans les années 1800 (les manoeuvres sournoises sous Milnes et l'affrontement ouvert sous Craig) que dans les années 1830 (les résolutions de Russell) surviennent des déqualifications majeures qui provoquent des réactions de résistance, puis de rébellion. Il s'agit dans chaque cas d'un entrepreneuriat en changement social qui se fait jour en réponse à des provocations qui menacent le projet collectif du groupe canadien-français. Il

est d'ailleurs notable que ces bouffées de rébellion ne montent pas des plus démunis, mais plutôt de ces sous-régions et de ces groupes sociaux qui sont relativement plus à l'aise et qui donc ont le plus à perdre: leurs anticipations sont les plus hautes et donc raisonnablement elles sont davantage frustrées par ces efforts pour déqualifier le groupe.

4. Conclusion

La période 1791-1812 est l'une des plus importantes de toute l'histoire du Québec: elle marque une discontinuité majeure dans l'évolution de la socio-économie québécoise. Plus qu'une simple restructuration socio-économique, cette mutation implique la montée d'une économie de marché et d'institutions nouvelles, la consolidation ou l'apparition de groupes sociaux plus caractérisés, la mise en place d'un système parlementaire qui se fige en un duopole social autour du pouvoir, et l'affirmation de projets de sociétés concurrents par des élites encastées dans des réseaux socio-ethniques étanches. D'une certaine façon sont posés dès cette époque les grands problèmes qui ne trouveront de solution qu'à compter de 1840, après que le gouvernement impérial aura brisé l'impasse en optant pour l'un des deux projets de société en présence.

Le marché pénètre graduellement toute la société et transforme jusqu'aux genres de vie: plus grande diversité dans la production, accès à un mieux-être, voire au superflu au niveau de la consommation, apparition d'institutions nouvelles pour mieux coordonner les besoins économiques et financiers de groupes sociaux plus différenciés. Sur le plan socio-politique, la petite bourgeoisie canadienne-française affermit son leadership sur les masses populaires à l'Assemblée et explicite les principes d'un parlementarisme colonial plus autonome grâce à la responsabilité ministérielle et au contrôle des subsides qui lui garantiraient le pouvoir nécessaire à la réalisation de son projet de société. Ce projet d'une socio-économie régionale, démocratique et nationale heurte de front les conceptions métropolitaines et celles de la population britannique qui optent pour une socio-économie à vocation continentale, projet inspiré par des valeurs aristocratiques et visant ouvertement à établir une population éventuellement homogène anglaise dans le Bas-Canada. La guerre de 1812 rappelle momentanément aux protagonistes une réalité inéluctable qui jouera un rôle capital dans la solution de 1840 et de 1867: si divisés soient-ils, ils doivent contrer une menace commune, celle des États-Unis.

Il faut chercher l'origine des flambées de nationalisme et de violence politique des années 1800 dans la consolidation d'un entrepreneurship canadien-français qui, en cette période de prospérité et de changement institutionnel, aspire à plus de pouvoir, à davantage de richesse, et qui se heurte à un barrage éprouvant de refus, de manoeuvres dilatoires et de mesures discriminatoires trop visibles.

TABLEAU I Avoirs des habitants (1792-1835)

Périodes	Superficie moyenne des terres (en arpents)				Richesse mobilière en valeur constante (en livres françaises)			
	Québec		Montréal		Québec		Montréal	
	rive nord	rive sud	rive nord	rive sud	rive nord	rive sud	rive nord	rive sud
1792-96	104	70	119	125	1468	835	2293	1903
1807-12	146	160	98	137	1461	874	2018	1836
1820-25	133	88	145	121	1695	1142	3137	2437
1830-35	119	94	110	123	1768	1257	3060	2625

TABLEAU II Taille moyenne en arpents du patrimoine foncier des communautés paysannes selon la période et le nombre d'enfants (Québec/Montréal, 1792-1835)

Périodes	Nombre d'enfants		
	1-4	5-8	9 et plus
1792-96	82	108	102
1807-12	117	151	161
1820-25	90	116	120
1830-35	85	120	148

TABLEAU III Equivalences courantes des cours monétaires en usage dans le Bas-Canada (1790-1815)

£ 1 = 20 shillings (20/-); 1 sh. = 12 pences (-/ 12)

1 # = 20 sols (20^s) ; 1 sol = 12 deniers (12^d)

£ 9 sterling (st) = £ 10 cours d'Halifax ou courant (c)

9 # tournois (t) = 10 # "de 20 sols" ou "ancien cours"

24 # "de 20 sols" = 20/- ou £ 1 (c)

1 # "de 20 sols" = 1 franc = 5/6 de 1/- ou .833 sh. c.

1/- = 1 # 4 sols ou 24 sols

1 coppre = 1 sol = 1/2 pence

\$1 = 4/6 (st) ou 4/8 (A.P.) ou 5/- (c) = 6# = 1 piastre espagnole

£: livre anglaise

A.P.: cours "Army Pay"

#: livre française

OUVRAGES À CONSULTER

L'ouvrage ancien de Robert Christie, *A History of the late province of Lower Canada...*, 6 vols. (Québec, 1848-54), fournit d'utiles repères chronologiques et des documents. On trouvera des illustrations et des renseignements dans W.H. Bartlett *et al.*, *Québec 1800: un essai de gravures romantiques...* (Montréal, 1968); J. Bouchette, *Description topographique de la province du Bas-Canada* (Londres, 1815); G. Hériot, *Travels Through the Canadas* (Londres, 1817); et J. Lambert, *Travels Through Canada... in the Years 1806, 1807 and 1808*, 3 vols. (Londres, 1810).

On trouvera des interprétations différentes de la nôtre dans D.G. Creighton, *The Commercial Empire of the St. Lawrence* (Toronto, 1936); A.R.M. Lower, *Colony to Nation*, 2^e éd. (Toronto, 1947); et "Two Ways of Life: The Primary Antithesis of Canadian Life", *Canadian Historical Association Annual Report [CHAAR]*, (1943); et F. Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850* (Montréal, 1966), *Éléments d'histoire sociale* (Montréal, 1972); et *Le Bas-Canada 1791-1840* (Ottawa, 1976). M. Séguin, *La nation "canadienne" et l'agriculture, 1760-1850* (Trois-Rivières, 1970) apporte un point de vue néo-nationaliste; A. Faucher, *Histoire économique et unité canadienne* (Montréal, 1971); et *Québec en Amérique au XIX^e siècle* (Montréal, 1973), un point de vue plus économiste; et S. Ryerson, *Le capitalisme et la Confédération: Aux sources du conflit Canada-Québec (1760-1840)* (Toronto, 1972), et G. Bourque, *Classes sociales et question nationale au Québec, 1760-1840* (Montréal, 1970), proposent un point de vue marxiste.

Sur l'évolution économique et sociale, voir aussi J. Hamelin et F. Ouellet, "La crise agricole dans le Bas-Canada, 1802-1837", *Études rurales* (oct-déc. 1962); S. Courville, "La crise agricole du Bas-Canada," *Cahiers de géographie du Québec* 24 (1980); R.M. McInnis, "A Reconsideration of the State of Agriculture in Lower Canada", *Canadian Papers in Rural History*, 3 (1982); J. McCallum, *Unequal Beginnings: Agriculture and Economic Development in Quebec and Ontario until 1870* (Toronto, 1980); A.R.M. Lower, *Great Britain's Woodyard: British America and the Timber Trade, 1763-1867* (Montréal, 1973); G.F. McGuigan, "Administration of Land Policy and the Growth of Corporate Economic Organization in Lower Canada, 1791-1809", *CHAAR* (1963); les études de J.-P. Hardy, T. Ruddell, G. Bervin, C. Dessureault, L. Gadoury, et G. Paquet et J.-P. Wallot dans le numéro spécial (no 17, 1983) du *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*; et L. Dechêne, "Observations sur l'agriculture du Bas-Canada au début du XIX^e siècle", dans J. Goy et J.-P. Wallot, éd. *Évolution et éclatement du monde rural* (Paris, 1986).

Sur les conflits socio-politiques, le nationalisme canadien-français, la montée du parlementarisme et les subsides, on consultera avec profit P.

Tousignant, "Problématique pour une nouvelle approche de la Constitution de 1791", *Revue d'histoire de l'Amérique française* [RHAF] 27 (1973-74); H. Brun, *La formation des institutions parlementaires québécoises (1791-1838)* (Québec, 1970); D.G. Creighton, "The Struggle for Financial Control in Lower Canada", *Canadian Historical Review* [CHR] 12 (1931); H.T. Manning, *The Revolt of French Canada (1800-1835)* (Toronto, 1962); G. Paquet, "Entrepreneurship au Canada français: mythes et réalités", *Transactions of the Royal Society of Canada*, 4^e série, 24 (1986); et "Le Canada et la Révolution atlantique", *Annales historiques de la Révolution française* 45 (1973); C. Galarneau, *La France devant l'opinion canadienne (1760-1815)* (Québec, 1970); et *Les collèges classiques au Canada français* (Montréal, 1978); Y. Lamonde, éd., *L'imprimé au Québec: Aspects historiques* (Québec, 1983); J. Hare et J.-P. Wallot, *Les imprimés dans le Bas-Canada, 1801-1810* (Montréal, 1967); L.-P. Audet, *Le système scolaire de la province de Québec*, 6 vols. (Québec, 1951-1956); J.-F. Jolois, *J.-F. Perreault, 1753-1844, et les origines de l'enseignement laïque au Bas-Canada* (Montréal, 1969); et J.-P. Wallot, "Frontière ou fragment du système atlantique: des idées étrangères dans l'identité bas-canadienne", *Communications historiques* (Ottawa, 1983).

En ce qui a trait à l'histoire religieuse, on se reportera aux ouvrages suivants: L. Lemieux, *L'établissement de la première province ecclésiastique au Canada, 1783-1844* (Montréal, 1968); R. Chabot, *Le curé de campagne et la contestation locale au Québec* (Montréal, 1975); et P. Savard, *Aspects du catholicisme canadien-français au 19^e siècle* (Montréal, 1980).

En ce qui a trait à notre hypothèse, on en trouvera les contours dans G. Paquet et J.-P. Wallot, "Le Bas-Canada au début du XIX^e siècle", *RHAF* 25 (1971-72); et "Sur quelques discontinuités dans l'expérience socio-économique du Québec", *RHAF* 35 (1981-82). Nos travaux suivants couvrent l'un ou l'autre des sous-procès dans l'évolution de la socio-économie québécoise: *Patronage et pouvoir dans le Bas-Canada (1794-1812)* (Montréal, 1973); "Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada", *RHAF* 26 (1972-73); "The International Circumstances of Lower Canada", *CHR* 53 (1972); "Groupes sociaux et pouvoir . . . au tournant du XIX^e siècle", *RHAF* 27 (1973-74); "Le système financier bas-canadien au tournant du XIX^e siècle", *Annales E.S.C.* 39 (1984); et "Stratégie foncière de l'habitant: Québec (1790-1835)", *RHAF* 39 (1985-86). Dans *Un Québec qui bougeait*, J.-P. Wallot consacre divers chapitres à l'évolution socio-politique, religieuse, et ethnique du Bas-Canada durant cette période.

